L'actualité du MILITANT des industries chimiques

LE MILITANT | n° 482
| 19 décembre 2024 |

SOMMAIRE

Une : Droits et libertés – Orga et Vie syndicale / Crise économique du capital, qui est responsable ? **p.2** / Compte-rendu du CEF du 10 décembre 2024 **p.3** / Tract : Destructions d'emplois et répressions, ça suffit ! En janvier, on monte d'un cran la mobilisation ! **p.4**

l'agenda

08/01 grève et rassemblement à Pau pour Timothée

20/21 JANVIER 2025 CEF

22/01 grève et rassemblement à Bercy pour nos emplois

Réunions fédérales à venir

- 06/01 **Réunion syndicats région aquitaine à Mourenx**
- 06/01 **Pétrole : OPMQC - GTPa PAM**
- 08/01 **LBM : GTPcassif**
- 09/01 **Pétrole : CPPNI Formation Professionnelle**
- 09/01 **LBM : CPPNI**
- 09/01 **Industrie Pharma : CPPNI**
- 11/01 **Chimie : CMPPNI**
- 12/01 **LBM : CPPNI**
- 13/01 **Répartition pharma : CPG**
- 15/01 **Caoutchouc : CPPNI**
- 17/01 **Pétrole : CPPNI Accord Sécurité**
- 17/01 **Plasturgie : CMPPNI**
- 24/01 **Réunion syndicats région Rhône Alpes à Lyon**
- 29/01 **Répartition pharma : CPPNI**

Droits et libertés

SANOFI R&D condamné pour faute inexcusable pour maladie professionnelle due à l'amiante

Médecine du travail, Comité Régional de Reconnaissance des Maladies Professionnelles (CRRMP), CPAM, FIVA, témoignages de salariés, soutien juridique, cet ensemble a permis de construire un dossier gagnant contre SANOFI.

Le lien de causalité direct entre la pathologie déclarée et l'exposition professionnelle incriminée a été établi sans conteste. Un cancer broncho-pulmonaire primitif provoqué par l'inhalation de poussières d'amiante.

Les juges du fond ont statué en première instance en disant que **la maladie présente un caractère professionnel et est due à la faute inexcusable de l'employeur.** A ce jour, SANOFI n'a pas communiqué sur son intention de faire appel de la décision.

L'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) anticipe 143 000 destructions d'emplois en 2025 !

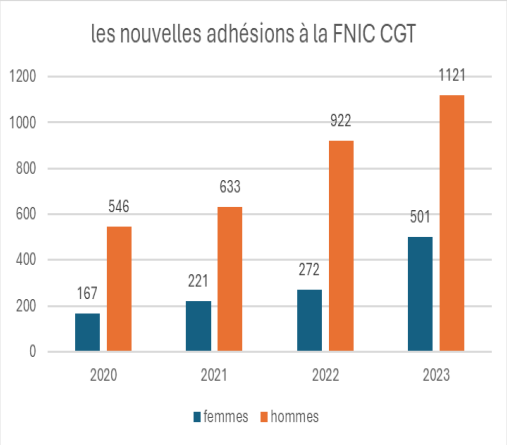
BONNE ANNÉE 2025 !

Selon une étude récente, en 2025, les actions françaises pourraient gagner entre 6 et 7 %

Orga et vie syndicale

À l'aube de la clôture de l'année 2023 pour les nouvelles adhésions, nous constatons une part croissante de femmes parmi les adhérents de la FNIC CGT, nous rapprochant de notre objectif que la FNIC CGT reflète la composition du salariat des onze branches professionnelles qui la constituent. Alors que nous avions environ 200 nouvelles adhérentes ces dernières années, ce sont plus de 500 nouvelles syndiquées qui nous ont rejoint en 2023 !

CONTINUONS SUR CETTE LANCÉE EN 2025 !



L'actualité du MILITANT des industries chimiques est une publication de la **FNIC** (Fédération Nationale des Industries Chimiques)
FNIC CGT Case 429 – 263 rue de Paris – 93514 Montreuil cedex
Tél. : 01 84 21 33 00 / **www.fnic-cgt.fr** / e-mail : **contact@fnic-cgt.fr**
Directeur de publication : **Serge ALLEGRE**
Bimensuel — 1,06 euro
ISSN : 1762- 4991 - N° de CPPAP : 1025 S 06566
Imprimé par nos soins

Actualité sociale

Crise économique du capital, QUI EST RESPONSABLE ?

La première chose à comprendre dans une fermeture d'usine, des plans de licenciements, etc. c'est qu'ils sont dus à la crise du capital. Il est donc essentiel, en premier lieu, de comprendre les mécanismes de ces crises et de connaître brièvement le fonctionnement du capital.

La première évidence est que le capitalisme est plein de profondes contradictions. La principale de ces contradictions réside dans le fait que, sous le capital, le travail est social. Autrement dit, nous travaillons collectivement pour produire et fabriquer mais l'accaparement des fruits de ce travail est privé. Ce que nous produisons appartient tout de go à celui qui est propriétaire de l'usine ou de l'entreprise.

Dans le capitalisme, la production se fait en grand. La division du travail est poussée à l'extrême, et plusieurs branches de production dépendent les unes des autres. Le travail est ainsi socialisé non seulement parce qu'un grand nombre d'ouvriers travaillent au sein d'une même entreprise, mais aussi parce que les entreprises sont totalement interdépendantes. Plus le travail dans la société est spécialisé, plus chaque forme de travail dépend de toutes les autres. Ainsi, plus la division du travail se développe, plus le travail devient socialisé. Dans de telles conditions, sous le capitalisme, l'anarchie de la production entre en opposition avec le caractère social de la production.
L'apparition de la production capitaliste renforce la possibilité des crises et établit les conditions qui transforment cette possibilité en une nécessité, rendant les crises inévitables.
En régime capitaliste, la production marchande prend une extension générale. La force motrice de cette production est le profit. Chaque capitaliste cherche à élargir au maximum la production pour maximiser son profit.

La production se fait en grand, avec l'emploi de machines de plus en plus perfectionnées, c'est pourquoi elle peut être rapidement élargie. Le crédit est aujourd'hui poussé à son paroxysme et relie tous les capitalistes en une seule chaîne. Cependant, en même temps, le capitalisme réduit le niveau de vie des masses : la classe ouvrière se paupérise. L'élargissement de la production, provoqué par la tendance du capital à tenir une masse toujours plus grande de plus-value, se heurte au pouvoir de consommation limité des masses. Toutes ces conditions rendent les crises inévitables.

« *L'appropriation par des particuliers du produit du travail social organisée par l'économie marchande, telle est l'essence du capitalisme.* » – Lénine

La contradiction fondamentale du capitalisme réside dans le fait que la production sociale est subordonnée à la classe des capitalistes. L'appropriation capitaliste ne se limite pas seulement à l'appropriation des produits du travail des ouvriers par les capitalistes : c'est parce que les capitalistes sont les propriétaires des moyens de production sociaux qu'ils s'approprient les fruits du travail social. Ainsi, la contradiction fondamentale du capitalisme réside, par conséquent, dans la domination du capital sur le travail social. Il en découle de cela que la production sociale elle-même existe non pour satisfaire les besoins de la société, mais pour la satisfaction des besoins du capital.

« *La limite véritable de la production capitaliste, c'est le capital lui-même, le fait que le capital, avec sa mise en valeur apparait comme le commencement et la fin, comme la cause et le but de la production ; que la production n'est que de la production pour le capital, tandis que les moyens de production sont de plus en plus des moyens de l'extension continuelle du procès vital de la société des producteurs.* » – K. Marx

C'est ainsi qu'il faut raisonner les Camarades : comprendre le capital pour mieux le combattre. L'analyse doit être approfondie, car plus nous serons instruits sur le fonctionnement du capitalisme, mieux nous comprendrons le chômage et la misère qui s'abattent sur nous. Et plus notre compréhension sera solide, plus forte sera l'agitation que mènera le syndicat dans les batailles nécessaires contre ces logiques du capital.

Compte-rendu du CEF du 10 décembre 2024

Le rapport d'actualité a mis en avant les véritables responsabilités dans les conflits armés qui sont en cours aujourd'hui un peu partout dans le monde.

C'est que le capitalisme, il y a plus d'un siècle est entré dans son stade suprême qu'est l'impérialisme. L'impérialisme, pour faire court, c'est la domination d'une minorité de pays sur l'ensemble du globe. Ces différents pays dominateurs (comme les USA, le Royaume Uni, l'Allemagne, la France, le Japon, la Chine, etc.) se partagent ce que l'on appelle des zones d'influence (ce qui, autrefois, étaient les colonies, toujours est-il que des colonies directes il en existe toujours comme les DOM TOM pour la France).

Ainsi, si l'on imagine la Terre comme un gâteau, chaque pays impérialiste a sa part. Mais le gâteau étant limité, lorsqu'un impérialisme veut grossir sa part de profits en exploitant d'autres pays, il doit pour cela aller la conquérir à un autre concurrent impérialiste.
C'est cette donnée principale qui génère des guerres et qui est, sans ambiguïté, à l'origine du conflit en Ukraine. Les USA et l'Europe occidentale voulant soustraire ce pays à la domination russe pour en ponctionner les richesses à leurs avantages ! L'affrontement militaire n'étant, malheureusement, que la suite logique de l'affrontement économique.

Voilà quels sont les résultats de par le monde : plus de 50 000 victimes en Palestine et au Liban, 30 000 victimes en Ukraine (un tiers de morts et deux tiers de blessés), entre 15 000 et 30 000 morts en Libye, plus de 300 000 civils tués en 10 ans de guerre en Syrie, et entre 100 000 et 200 000 morts directement liés à la guerre en Irak. Cette liste, nous pourrions l'allonger par tellement de conflits, sans même évoquer ceux qui meurent de faim, du manque de soins, etc.

Aujourd'hui, deux camps se dessinent clairement au niveau mondial : deux blocs d'alliances impérialistes se livrant une guerre économique à mort d'un côté, ce que l'on pourrait résumer comme l'alliance de l'OTAN.
De l'autre côté, les BRICS, chacun plaçant ses pions en tentant de substituer des zones d'influence à son concurrent.

C'est à partir de ces éléments qu'il faut analyser les problématiques liées aux fermetures de sites industriels et aux délocalisations.

Le débat a mis en avant la nécessité de sortir de nos usines et de déployer les luttes de manière interprofessionnelle, en impliquant également l'ensemble de la population autour des usines impactées. De nombreux Camarades ont insisté sur le fait de « lever le pied » en matière de réunions institutionnelles (CSE, CSEC...) pour consacrer un maximum de temps sur le travail de terrain afin de convaincre les salariés de la nécessité de se battre pour la sauvegarde de leurs emplois.

Les mobilisations et les grèves du 12 décembre allaient dans ce sens.

Le CEF a également validé

➢ UNE NOUVELLE JOURNÉE D'ACTION ET DE GRÈVE LE 22 JANVIER 2025

avec un rassemblement de l'ensemble des syndicats devant le ministère de l'industrie à Paris.

Tout sera mis en œuvre pour associer d'autres fédérations à cette journée. La FILPAC et Verre et Céramique ont déjà répondu qu'elles se joindraient au mouvement.

p.4 Tract "clefs en main" à diffuser massivement

FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT
CHIMIE (0044) . PHARMACIE INDUSTRIE (0176) . RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE (1621) . FABRICATION PHARMACEUTIQUE À FAÇON (1555) . OFFICINES (1996) . LAM (0959) .). PÉTROLE (1388) . CAOUTCHOUC (0045) . PLASTURGIE (0292) . INDUSTRIES ET SERVICES NAUTIQUES (3236) . NÉGOCE & PRESTATIONS DE SERVICES DANS LES DOMAINES MÉDICOTECHNIQUES (1982)

DESTRUCTIONS D'EMPLOIS ET RÉPRESSIONS... ÇA SUFFIT !

EN JANVIER, ON MONTE D'UN CRAN
LA MOBILISATION !

Des dizaines de milliers d'emplois sont sacrifiés par le capital pour maintenir ses profits ! Dans toutes les branches professionnelles de la FNIC-CGT, les plans « anti-sociaux » déferlent sur la classe ouvrière, laissant pour seules perspectives le chômage et la misère.

Pour la FNIC CGT nos seules options sont : se mobiliser, encore se mobiliser, toujours se mobiliser ! Après les mobilisations 2024, nous devons en 2025 monter d'un cran la radicalité de nos engagements ! C'est pour cela que la FNIC CGT appelle à se mettre en grève le 22 janvier 2025 et à se mobiliser devant le ministère de l'économie et des finances à Bercy.

C'est en étant des milliers à Paris, en grève et rassemblés face aux fossoyeurs de nos industries que nous pourrons imposer le rapport de force nécessaire pour sauvegarder nos emplois !

Camarades, préparez dès maintenant cette journée de lutte solidaire en organisant des rondes d'ateliers et des assemblées générales, qu'elles touchent ou non les sites menacés de fermeture.

Faisons du 22 janvier une journée de lutte solidaire du mouvement ouvrier face au patronat et son allié le gouvernement !

LE 22 JANVIER TOUTES LES USINES À L'ARRÊT ET TOUT LE MONDE DEVANT BERCY À 11 H 00 !

Dans ce contexte de lutte et de crise économique, nos exploiteurs savent que les militants de lutte de classe que nous sommes à la CGT sont le rempart à leurs plans macabres !

Depuis des mois, ce sont des centaines de Camarades visés par des répressions en tous genres. C'est ainsi que le Camarade Timothée Esprit, Secrétaire Fédéral de la FNIC CGT, a été licencié au mois de juin pour son soutien indéfectible à la cause palestinienne.

Face à cette attaque, les syndicats CGT, et les travailleurs de manière générale, doivent faire la démonstration de leur solidarité et refuser que l'un des nôtres soit ciblé par le patronat.

Le 8 janvier, notre Camarade passera au tribunal de Pau pour une nouvelle audience en vue de sa réintégration et plus que jamais il a besoin de notre solidarité dans le seul objectif : la victoire !

C'est par la mobilisation générale de notre camp que nous pourrons faire triompher la cause de nos Camarades réprimés, notamment dans cette entreprise TORAY qui en est à 6 licenciements disciplinaires en 2 ans essentiellement dirigés contre le syndicat CGT de l'usine !

Le 8 janvier à 12h00, tous à Pau - devant le tribunal - place de la libération !